

# Le collectif Petite Enfance au plus bas financièrement

L'association n'arrive plus à sortir la tête de l'eau depuis la suspension des bébés-nageurs

**V**ingt-sept ans d'activité et deux générations accueillies. Aujourd'hui, 15 salariés encadrent les enfants des 400 familles adhérentes. Cinq ateliers d'éveil et d'apprentissage, une forte demande et une liste d'attente pour avoir une place... Le collectif Petite Enfance devrait voir la vie en rose. Pourtant, sans une aide financière, l'association pourrait bien mettre la clef sous la porte.

Une avalanche d'événements a en effet mis à mal les finances du collectif.

Les subventions de l'État pour l'emploi du contrat aidé sont passées de 90 % à 75 %. "L'association doit compléter le manque. On l'a renouvelé jusqu'en juillet mais pour l'instant, on verra..." explique Claire-Jeanne Maget, présidente. S'ajoute une nouvelle convention collective obligatoire "qui coûte plus chère".

## Dernier coup dur

Des enfants étrangers, de plus en plus nombreux, ont obligé les salariés à se former. "On accueille des Turcs, Hongrois, Japonais, Coréens... La formation en anglais était indispensable et il va en falloir d'autres. Là encore, on a du compléter les salaires car le plan de formation ne prend pas tout en charge. Avec le prévisionnel, tout allait bien, on avait pris des décisions cohérentes, mais le problème des bébés-nageurs a provoqué une grosse perte financière", souligne Valérie Appredensse, secrétaire au conseil d'administration.

En effet. Dernier coup dur en date: les fermetures et les problèmes à répétition de la piscine de la Rochette.

L'impossibilité de chauffer l'eau à 32 degrés a court-circuité le bon fonctionnement de l'activité, bébés-nageurs. Ne pouvant rien proposer, les adhésions sont en baisse: huit sala-



Cinq ateliers bien remplis, environ 400 familles adhérentes, une liste d'attente pour obtenir une place, le collectif devrait voir la vie en rose. Pourtant, l'association est dans le rouge. Touchée financièrement, elle aura dû mal à se remettre debout sans aide.

/PHOTO LP

riés au chômage partiel et la sage-femme en congés sans solde. "On va lui demander si elle veut bien prolonger, sinon on arrêtera l'activité pour les femmes enceintes", souligne Valérie Appredensse. "Mais ça met aussi en péril les autres ateliers car ce lieu des bébés-nageurs permettait de soutenir l'ensemble financièrement, surtout les Comptines."

Cet atelier, passerelle entre la maison et l'école, accueille 25 enfants de 18 mois à 4 ans, sur sept demi-journées. Ils apprennent la vie en collectivité et appréhendent moins la séparation avec les parents. "Lieu d'accueil, oui, mais aussi de prévention, d'intégration pour les en-

fants en difficulté au niveau d'un handicap ou dans un comportement, d'adaptation des non-francophones..."

## Un budget atrophié

Un partenariat avec la Caf, qui permet aux parents de participer selon leurs revenus, impôt sur un prix plafonné. En pleine crise financière, l'association n'a donc pas la possibilité d'augmenter ses tarifs.

"On veut garder un service de qualité et maintenir nos ateliers. Dans l'urgence, on a réduit un peu les heures de ménage, et baissé le temps de travail. La situation actuelle est vraiment difficile. Si on arrive à passer ce cap, on prendra d'autres direc-

tions", affirme Valérie Appredensse. Telles qu'une recherche de partenariats et de subventions. Une demande est en cours pour ouvrir les Comptines tous les jours. Des ouvertures sont également prévues la deuxième semaine des vacances de Pâques-et-cet été.

"Jusqu'à présent, on participait à Manosque Vacances mais ça ne nous rapporte rien. On affiche complet sans rentrer d'argent, donc cette année on n'y participera sûrement pas. On ne peut plus!"

Cet enchaînement de catastrophes financières a sabré le budget du collectif, qui est de 150 000 € pour maintenir son effectif et ses ateliers d'éveil (mu-

sical, psychomoteur, sensoriel, les Comptines et les bébés-nageurs). "Aujourd'hui, on demande à nos anciens adhérents, à tous ceux qui sont venus ici et qui ont aimé l'association, de prendre une adhésion simple à 20 €. Avec environ 110 nouvelles familles accueillies par an, et si on remonte sur les dix dernières années, ça fait beaucoup de monde", met en évidence Claire-Jeanne Maget. "On a vraiment besoin d'un gros coup de pouce pour envisager l'avenir, sinon on sera obligé de tout fermer."

Laure GARETA

Assemblée générale le 25 mars à 20h30, dans les locaux, allée de la Ponsomme.  
☎ 04 92 72 80 41.